

Arrêté n° 25-2024-02-05-00010 du 05/02/2024
**de prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation
de l'unité de valorisation énergétique de Pontarlier par PREVAL Haut-Doubs**

Le Préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution de la commission européenne du 12 novembre 2019 (publiée au JOUE du 3 décembre 2019) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.516-1 et R. 515-58 à 84 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

VU le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets

relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1987 autorisant l'exploitation de l'UIOM de Pontarlier par le syndicat mixte des ordures ménagères (SMETOM) du Haut-Doubs;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2004 0109 04962 du 1^{er} septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 modifiant certaines conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 autorisant l'exploitation d'un centre de tri et une unité de broyage de bois et d'encombrants désignée UBT sur la commune de Pontarlier ;

VU l'arrêté n° 25-2024-01-29-00002 du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

VU la décision n° 25-203-12-12-00002 du 12 décembre 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL pour les missions sous l'autorité du Préfet du département du Doubs ;

VU le dossier de réexamen dans sa version de novembre 2020, ainsi que le rapport de base dans sa version du 1^{er} octobre 2020 remis par l'exploitant le 2 décembre 2020 et complété par courrier du 16 novembre 2023 ;

VU le rapport d'instruction valant rapport de complétude et de régularité du 11 janvier 2024 établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sur la demande précitée ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté et transmises par courriel du 9 janvier 2024 dans le cadre de la procédure de contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'activité de traitement de déchets de l'exploitant relève notamment de la rubrique IED principale 3520 et à ce titre couverte par les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux activités d'incinération de déchets (BREF WI – Waste Incineration) qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté dans sa version de novembre 2020 et complété par courrier du 16 novembre 2023 permettent de se conformer aux MTD et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

CONSIDÉRANT que ces MTD sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il convient de revoir et de mettre à jour d'une part la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED de la nomenclature ICPE suite à la publication des conclusions sur les MTD pour l'incinération de déchets, et d'autre part les conditions de cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que l'article R515-60 du Code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les eaux souterraines à une périodicité minimale de 5 ans ;

CONSIDÉRANT que l'article R515-60 du Code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les sols à une périodicité minimale de 10 ans ;

CONSIDÉRANT qu'il convient ainsi de revoir et de mettre à jour les conditions de surveillance des effets de l'installation dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : MISE À JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Les tableaux à l'annexe 1 de l'arrêté du 24 juillet 2012 susvisé et à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 16 juillet 2014 susvisé sont agrégés et remplacés par le tableau et alinéa suivant : «

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
3520-a	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	1 four de capacité nominale de 4,5 t/h à PCI 2800 kcal/kg Puissance thermique nominale maximale 14,65 MW
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	1 four de capacité annuelle nominale de 37 500 tonnes de déchets
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<u>Unité de broyage (bois et encombrants) :</u> - 38 t/j max.
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	<u>Centre de tri :</u> - stock amont 1840 m ³ - stock aval : 1200 m ³ balles La capacité de stockage des balles est au maximum de 800 balles rangées sur 2 lignes et 3 hauteurs sur 460 m ² <u>Unité de broyage (bois) :</u> - stock 900 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la	<u>Unité de broyage (encombrants) :</u> - stock amont et aval 2000 m ³

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
		nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	
2910- A2	DC	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière gaz d'appoint et en secours de puissance : 10 MW
4511-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Stockage des REFIOM en silo pour une capacité max de 30 tonnes ; Cendres sous chaudières max 40 tonnes ; GNR max 2,6 tonnes Fioul domestique max 8,5 tonnes Solution ammoniacale max : 32,2 tonnes <u>Total</u> : 113,3 tonnes max

Régime : (A) : autorisation ; (E) : enregistrement ; (D) : déclaration ; (DC) : déclaration avec contrôle

- Rubrique principale IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520-a relative à l'élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'incinération des déchets (document BREF « WI »).

ARTICLE 2: CESSATION D'ACTIVITÉ / REMISE EN ÉTAT

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 2004 0109 04962 du 1^{er} septembre 2004 susvisé :

« En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'Environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point 2.1.14 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. »

ARTICLE 3: RÉEXAMEN PÉRIODIQUE

Après l'article 12 de l'arrêté n° 2004 01 09 04962 du 1^{er} septembre 2004 susvisé est inséré l'article 12.1 suivant :

« Article 12.1. - Réexamen périodique

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1^{er} du présent arrêté. »

ARTICLE 4: CONFORMITÉ AU DOSSIER

L'intitulé de l'article 4 de l'arrêté n° 2004 01 09 04962 du 1^{er} septembre 2004 susvisé est modifié pour devenir :

« Conformité aux dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation et dossier de réexamen) et modifications ».

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du premier paragraphe de l'article :

« L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD et des conclusions du BREF WI. »

ARTICLE 5: REJETS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉS DE L'UVE

Les tableaux à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 susvisé sont remplacés par les suivants :

Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NO_x :

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/Nm³) NOC	Valeur moy. journalière (mg/Nm³) R-EOT	Valeur moy. sur une demi- heure (mg/Nm³) R-EOT	Flux (kg/j)
Poussières totales	5	10	30	10
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	10	20	10
Chlorure d'hydrogène(HCl)	8	10	60	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	1	4	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	40	50	200	50,2
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	80	400	-	401

Métaux :

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/Nm ³) NOC	Valeur moy. journalière (mg/Nm ³) R-EOT	Flux (g/j)
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02	0,05	48
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,02 (1)	0,05	48
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,3	0,5	504

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieure à la valeur de 0,04 mg/Nm³ est réalisé

Dioxines et furannes :

Paramètre	Valeur moy. journalière (ng/Nm ³) NOC	Flux (µg/j)
Dioxines et furannes chlorées (PCDD/PCDF)	0,08	100,8

Nota: La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage à long terme.

Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la

présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Ammoniac :

Pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/Nm ³) NOC	Valeur moy. journalière (mg/Nm ³) R-EOT
Ammoniac (NH ₃)	10	30

NOC = conditions normales de fonctionnement

R-EOT = conditions de fonctionnement autres que normales avec présence de déchets dans le four

ARTICLE 6: SURVEILLANCE DU SOL

Après l'article 22.6 de l'arrêté n° 2004 01 09 04962 du 1^{er} septembre 2004 susvisé est inséré l'article 22.7 suivant :

« Article 22.7. - Surveillance du sol

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les

résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. »

ARTICLE 7: SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les prescriptions de l'article 22.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes du présent article.

Les piézomètres de surveillance des eaux souterraines sont classés selon la rubrique IOTA 1.1.1.0. Les forages respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement

Article 7.1 – Réseau de surveillance

L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe. Les ouvrages font l'objet d'une déclaration au titre de l'article L. 411-1 du code minier sur la base DUPLOS de déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains. L'exploitant recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

- Étude hydrogéologique

Une étude hydrogéologique est réalisée afin de valider la pertinence du réseau de surveillance existant ou proposer sa modification, identifier les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et définir les critères retenus pour l'identification d'un impact. Ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation. Cette étude hydrogéologique peut le cas échéant consister en une mise à jour d'une étude antérieure.

- Ouvrages supplémentaires

Le réseau de surveillance est complété par l'implantation de nouveaux piézomètres si cela est rendu nécessaire. En particulier, si l'étude hydrogéologique conclut à la nécessité d'implantation de nouveaux piézomètres ou si les concentrations mesurées sur les ouvrages aval sont supérieures aux valeurs de gestion réglementaires, nécessitant une extension du réseau de surveillance de manière à répondre à l'objectif de définition de l'étendue du panache.

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

- Gestion du réseau de surveillance

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir l'efficacité de l'ouvrage, la protection de la ressource en eau contre tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage selon les normes en vigueur et les règles de l'art, afin d'éviter la pollution des eaux souterraines. Un rapport d'exécution est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant le comblement.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Article 7.2 – Programme de surveillance des eaux souterraines

La fréquence des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les paramètres et depuis les points déterminés à l'article 6.1 du présent arrêté ne peut être inférieure à deux campagnes par an, une en période de hautes eaux et une en période de basses eaux.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, et les compare aux valeurs de référence appropriées (arrêté du 11 janvier 2007, SDAGE du bassin Rhône – Méditerranée...) :

Paramètres		
Famille	Nom	Code Sandre
	Température	1301
	Potentiel d'hydrogène (pH)	1302
	Conductivité	1303
	DCO	1314
	Chlorures	1337
	Fluorures	1391

	Ammonium	1335
	AOX	1106
	Dioxines	
Hydrocarbures	Hydrocarbures – fraction C10-C40	7007
	HAP – sommes des 16 HAP	6136
	BTEX (somme)	5918
Métaux	Arsenic	1369
	Cadmium	1388
	Chrome	1389
	Chrome VI	1371
	Cuivre	1392
	Fer	1393
	Mercure	1387
	Nickel	1386
	Plomb	1382
	Zinc	1383

Cette liste de paramètres peut être élargie en tant que de besoin à l'initiative de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par les arrêtés ministériels du 11 janvier 2007 et du 17 décembre 2008 susvisé, le SDAGE,...).

Article 7.3 – Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse, un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF) ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 7.4 – Rendu

Les résultats d'analyse des eaux souterraines sont transmis par voie électronique sur le portail GIDAF :

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>

Tout résultat transmis est accompagné de commentaires de l'exploitant. En cas de non-respect de valeur de référence ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements de délais.

ARTICLE 8: DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Besançon :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 9: NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à PREVAL HD..

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

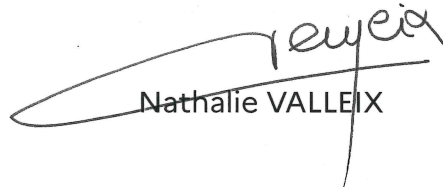
- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Pontarlier et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Pontarlier pendant une durée minimum d'un mois ;
- 3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Doubs pendant une durée minimale de quatre mois ainsi qu'au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 10: EXÉCUTION ET AMPLIATION

La Secrétaire générale de la préfecture du Doubs, le Directeur départemental des territoires du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au maire de Pontarlier.

Besançon, le - 5 FEV. 2024

Le Préfet,
Par délégation,
La Secrétaire Générale,


Nathalie VALLEIX